Transcript Livestream 16.09.2021

# Conférence de presse de Xavier Bettel and Charles Michel (16.09.2021)

# Intervenants

* Xavier Bettel, Premier ministre, ministre d’État
* Charles Michel, président du Conseil européen
* Journalists

# Langues

* Français
* Anglais

# Transcript

[Xavier Bettel]

Mesdames et Messieurs, cher Président du Conseil européen, cher Charles. Tout d'abord, permettez-moi de saisir l'occasion pour remercier le président du Conseil européen d'avoir pris son temps et de pouvoir aujourd'hui le recevoir au Grand-Duché de Luxembourg.

Et comme vous vous en doutez, on a eu un ordre du jour assez fourni. Après l'ordre du jour, on s'est rendu à un lieu fort symbolique qui est la maison de naissance de Robert Schuman, un des pères de l'Europe et qui est né au Grand-Duché de Luxembourg.

Et comme je sais que nous sommes tous les deux aussi des Européens convaincus, il était important de montrer aussi cet attachement à cette Europe qui est née petite et petite et qui en fait comme une petite plante... je fais partie de ceux qui ont aussi un arrosoir pour pouvoir l'arroser au quotidien pour que cette plante continue aussi à grandir quand on regarde le traité de Rome depuis 57 et l'Europe d'aujourd'hui, c'est une autre Europe, mais une Europe avec des valeurs, avec des fondements, avec une plus-value et surtout un projet de paix.

Comme vous savez, tous les deux, nous faisons partie d'une génération, on n'a jamais connu la guerre et je pense que l'Europe est une de ces raisons.

Sans cette Union européenne, nous aurions jamais connu cette longue période de paix sur ce continent.

Nous avons fait le point sur les différents sujets qui concernent les conseils européens et je tiens à remercier aussi Charles Michel pour son engagement personnel car je l'ai vécu ces derniers mois, ces dernières années, ce Conseil européen et certains buts que l'on s'est donnés, certaines ambitions, certains chiffres qu'on s'est donnés n'étaient pas évident au départ. Quand je parle par exemple de la neutralité carbone pour 2050, et -55% pour 2030 était quelque chose où je sais que le président Michel a passé beaucoup, beaucoup, beaucoup de temps, des nuits blanches, comme on dit aussi, pour essayer de faire avancer les ambitions européennes. Il faut dire que ce n'est pas une critique, mais quand on est 27, trouver des compromis n'est pas toujours facile et souvent, il y a... on pourrait dire une impossibilité de trouver quelque chose ou le plus petit dénominateur commun et c'était la force aussi sous notre président Charles Michel de pas trouver le plus petit dénominateur commun qui était au début la base, mais de développer à travers les discussions et trouver un accord qui soit quand même aussi ambitieux.

Le budget européen, la relance européenne, tous des choses où au début, c'était... est-ce qu'on le fera, est-ce qu'on ne fera pas, est-ce qu'on y arrivera?

Oui, on y est arrivé. Donc des points qui sont très importants, nous avons ce matin discuté de la situation Covid, comme vous vous en doutez.

La Covid est toujours là. Il faut pas croire que le virus ait disparu. Et nous avons fait un point pour deux choses.

La première chose aujourd'hui: la vaccination dans la plupart des pays européens, nos concitoyens ont la possibilité de se faire vacciner.

Il y a assez de vaccins sur le continent européen, dans l'Union européenne, assez de vaccins. Et je dois vous dire l'Union européenne a été critiquée au départ pour l'achat des vaccins. Je veux dire que je fais partie de ceux qui suis conscient qu'il y avait deux options au début. C'est qu'on laisse faire et on aurait eu un ebay du vaccin qui se serait créé avec l'offre et la demande avec des tarifs qui auraient explosé ce que les fournisseurs auraient été très contents parce que tout le monde aurait proposé plus et dans ce cas-là, le Grand-Duché de Luxembourg aurait peut-être pu acheter tandis que d'autres pays auraient eu rien du tout. Ou alors avoir une possibilité aussi de certains pays producteurs qui disent, Ah non, on les garde chez nous, et le Luxembourg aurait rien du tout. Donc, je pense que ce qui s'est passé c'est qu'on ait communautarisé, fait ensemble ces achats. On était beaucoup plus fort par rapport aux producteurs et ça a permis aussi d'avoir comme une stratégie vaccinale au niveau européen. Je tiens aussi à remercier le président Michel, mais aussi la présidente von der Leyen pour avoir toujours pris en considération, concernant la crise Covid, aussi la situation spécifique du Grand-Duché de Luxembourg.

On est tous conscients que le transfrontalier fait partie de notre quotidien. Au Grand-Duché de Luxembourg, des frontières fermées auraient été pendant la crise une fermeture des hôpitaux. Aujourd'hui, les hôpitaux les soins ne marcheraient pas sans nos frontaliers.

Donc d'avoir fait les fils verts, d'avoir insisté sur certains pays pour leur expliquer que la fermeture de la frontière était pas la bonne idée a été quelque chose qui vraiment au Grand-Duché de Luxembourg, on en est tout à fait conscient et c'est très important pour nous vraiment d'insister là-dessus, et vraiment pour nous, les barrières à la libre circulation sont un frein au fonctionnement normal aussi de notre pays.

Permettez-moi de venir aussi à différents chantiers concernant le Conseil européen dont nous avons aussi eu un échange.

Le premier concernant celui du climat qui est un sujet qui nous tient tous à coeur, le Fit for 55, et vous savez que ce nouveau paquet législatif qui a été présenté est quelque chose qui trouve aussi l'approbation du Grand-Duché de Luxembourg et nous devons vraiment garder nos ambitions à la hauteur aussi des attentes de nos citoyens et de ceux qui... on doit pas regarder juste ceux qui votent, mais encore ceux qui aujourd'hui n'ont pas ce droit de vote qui sont les générations futures. On ne peut pas faire que de l'opportunisme climatique.

On doit prendre de l'action au niveau climat on peut pas dire comment est ce qu'on pourra le faire. Il faut qu'on fasse le temps, des paroles... On le voit et pour nous, il est très important que les discussions continuent aussi au niveau des conseils des ministres de l'environnement.

C'est un sujet qui est très important pour nous car on sait que là, on arrive à trouver des... plus d'ambition.

Je dois le dire, très souvent qu'à d'autres niveaux et donc, on vraiment continuer aussi de ce... cette volonté pour le climat qui est vraiment dans l'intérêt de nous tous.

Nous avons aussi parlé de l'État de droit. Vous savez un sujet au combien qui nous tient à coeur au Grand-Duché de Luxembourg.

Je vous ai parlé depuis '57 de ce projet de paix. C'est un projet aussi de droit. C'est un projet de liberté. C'est un projet de diversité.

C'est le fait de ne pas accepter que dans certains pays aujourd'hui les libertés qui nous semblaient pourtant acquises et je vous ai parlé de cette petite plante n'ait plus d'eau, et en fait soit en train presque de s'assécher ou des droits, des libertés, des choses qui nous semblaient acquises sont soit remise en question et donc je tiens aussi à insister sur ce point qui est pour le Luxembourg, sera toujours, que l'Europe c'est un projet de solidarité, mais c'est aussi un projet de tolérance, et aussi remercier la présidence que ce soit du Conseil aussi de la Commission d'être les gardiens de ces valeurs qui sont très importantes. On ne peut pas réduire l'Europe à un marché commun, on ne peut pas réduire l'Europe à un marché financier.

On peut pas réduire à un marché commercial. L'Europe est aussi une union où les citoyens ont des libertés ont des droits et ces droits aujourd'hui ne doivent plus être remis en question. Concernant l'Afghanistan, il est vraiment d'une importance primordiale que l'Union européenne vive aussi avec ses partenaires internationaux. On voit que quand la coordination manque, et ben l'efficacité n'est pas au rendez-vous non plus.

Et je permets de réitérer ici, je l'ai déjà dit lors de la réunion, que nous avions aussi avec le gouvernement belge que je remercie nos voisins belges, qu'avec nos voisins belges, nous avons un partenaire sur lequel nous pouvons compter et aussi je dois vous dire, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas qui nous ont... mêmes la Grande-Bretagne qui nous ont aidés pour essayer de se coordonner car on n'arrivait pas au niveau européen aussi à se coordonner et comment voulez-vous qu'on explique aujourd'hui à des Afghans qui sont encore bloqués chez eux, qui se sont battus pour ce que l'on voulait faire ensemble des défenseurs de droits, des juristes, des journalistes, des avocats, des gens qui ont voulu s'engager pour avoir un Afghanistan plus ouvert, soit laissé tomber complètement? Donc je pense que c'est une responsabilité collective que nous avons aussi au niveau des 27 États de montrer qu'on ne les oublie pas, qu'on ne les a pas oubliés, mais ça ne suffit pas et qu'on va les aider, on va voir comment est-ce qu'on peut leur permettre, à certains même de vivre car ils sont en danger de mort permanent en se retrouvant aussi sur leur territoire. Voilà, j'ai déjà été un peu trop long.

Comme vous vous imaginez, on a encore parlé de plein d'autres dossiers aux niveaux internationaux et européens.

Moi, je tiens vraiment à remercier Charles pour... et c'est une qualité aussi d'un Premier ministre belge de savoir composer avec des gens qui ont tellement de différences et de toujours trouver des solutions pragmatiques communes pour faire avancer, car de temps en temps, j'arrive à Bruxelles, je me dis on n'y arrivera pas. Et pourtant, tu as réussi. Et on a des conclusions qui... sache, je vais vous le dire, je devrais pas, Charles, c'est quand c'est le moment de dire, voilà, on a terminé parce qu'il sait qu'on a quelque chose sur la table et qu'on avancera dessus et qu'on se donne des ambitions qui sont pas évidentes. Croyez-moi, quand on arrive en réunion, mais qu'on arrive sous la présidence aussi de Charles Michel, à faire avancer. Donc c'est sûr, c'est un président qu'on reçoit ici. C'est un ami voisin du Grand-Duché de Luxembourg qu'on reçoit ici aussi et quelqu'un où je trouve qu'on a de la chance de pouvoir compter sur son efficacité. Je suis pas... il m'a pas demandé de faire son éloge, quoi que ce soit, mais quand je suis convaincu de l'efficacité de quelqu'un poste, je ne peux pas m'empêcher de le dire, donc vraiment un grand grand merci.

[Charles Michel]

Merci beaucoup, Monsieur le Premier ministre, très cher Xavier. C'est évidemment un plaisir pour moi d'être ici au Luxembourg. Merci pour l'accueil chaleureux et merci pour cette occasion de se rencontrer, d'être au travail pour le projet européen. Et Xavier Bettel est un, est un bon partenaire, un bon partenaire pour le projet européen, est un ami européen, est un ami tout court. Et Xavier, ton franc-parler, ton pragmatisme, mais aussi tes convictions très fortes et très solide, elles ont un impact qui est clé pour la dynamique du Conseil européen, pour la dynamique européenne.

Je dois aussi te remercier pour cela naturellement. Xavier a brossé quelques-uns des thèmes que nous avons évoqués, discutés ce matin en préparation des prochains moments européens tout au long des prochaines semaines et des prochains mois. Je tente de pas trop répéter ce qu'il a dit, mais tout de même d'insister sur quelques-uns des éléments. Xavier l'a indiqué, ce matin et pas seulement cette réunion de travail avec nos conseillers, avec l'ensemble de nos équipes pour l'avenir de l'Europe, mais aussi eu à un moment émouvant et inspirant: se retrouver ensemble dans la maison natale de Robert Schuman parce que je pense que, lorsque il y a des défis, lorsque les vents de face peuvent être parfois un peu dur, il est important d'avoir nos pieds bien ancrés dans l'histoire, avoir la conscience, de la lucidité de notre histoire commune afin de pouvoir regarder ensemble le plus possible dans la même direction. Nous voyons bien quels sont les défis devant nous et nous voyons bien comment nos pieds sont ancrés dans des valeurs.

...les valeurs, l'État de droit, la gouvernance, des libertés fondamentales sont ces valeurs. Là, après les drames du siècle passé qui ont inspiré des personnalités, Robert Schuman et d'autres qui ont eu la clairvoyance et le courage, la clairvoyance et le courage de dessiner un chemin empreint de paix, de stabilité et de prospérité et se enraciner dans cette histoire européenne que nous aussi, notre génération, nous devons faire preuve de clairvoyance et de courage pour affronter les défis de notre époque. Les valeurs fondamentales, l'État de droit, la gouvernance doit rester une boussole centrale du projet européen.

C'est aussi pour cela. Ce n'est pas un hasard qu'il y a un peu plus d'un an dans cette discussion âpre pour dessiner un budget et un plan de relance économique et financier pour l'Union européenne. On a décidé de renforcer le lien avec la gouvernance d'État de droit et nous devons veiller maintenant à ce que ce qui a été décidé puisse être mis en oeuvre loyalement, de bonne foi, conformément aux accords qui ont été pris.

C'est un premier point. Deuxième élément que je vais mettre en évidence: la promesse Europe est aussi la promesse de prospérité, de développement économique, de cohésion sociale. Nous voyons bien que notre modèle de prospérité, il est bousculé, nos repères sont ébranlés, pas sûr de comprendre depuis plusieurs années maintenant que le changement climatique et la révolution digitale sont deux transformations majeures.

Notre modèle de développement et en cela je pense qu'il est heureux que l'Union européenne, le Conseil européen ait pris avant la crise du Covid des décisions majeures. Il y a bientôt deux ans, ce sera deux ans au mois de décembre, on a pris cette décision de faire de l'Europe le premier continent neutre sur le plan climat et on voit bien, on l'a vu cet été de manière tragique, aussi sur le continent européen, les incendies graves à des inondations qui ont frappé plusieurs pays européens, que la menace climatique n'est pas d'une menace théorique ou virtuelle. C'est une menace bien réelle qui ébranle des familles, qui ébranle et bouleverse la vie et qui doit nous amener à revoir notre paradigme, à revoir notre logiciel, et là où effectivement les ressources naturelles ont été usées et peut-être même abusées et nous voyons bien que, aujourd'hui, on doit construire un autre modèle. L'innovation, la recherche, le courage vont être des clés pour réussir à franchir les obstacles devant nous. Xavier a à juste titre mentionné le paquet législatif prêt pour 55, Fit for 55, et on voit bien que ce paquet va donner lieu à un travail intense au niveau ministériel, très certainement, pour tenter de dégager des capacités, d'implémenter des mesures, de prendre des décisions et le Conseil européen assumera sa part de responsabilité enfin d'encourager les efforts pour prendre des décisions sur ces sujets extrêmement importants.

Deuxième élément que je veux mentionner à côté de la prospérité de ces transformations, de l'importance de prendre des décisions justes et efficaces, c'est bien la question de l'influence de l'Europe dans le monde, la question de l'union jeu politique de l'union stratégique. Effectivement, nous sommes très nombreux à considérer que nous devons comme Union européenne, puissance économique, puissance démocratique, tenter d'être plus efficace pour promouvoir davantage encore nos valeurs de paix, de stabilité, de liberté, d'État de droit partout dans le monde et pour cela qui s'est passé en Afghanistan doit être un moment, me semble-t-il, de lucidité et de nous amener, je le pense sincèrement, à accélérer le travail pour conforter une capacité jeu politique, une capacité jeu stratégique et probablement à faire progresser des coopérations de coordination

sur le terrain de la défense et pour laquelle dès le mois de juin dans le Leaders Agenda qui était proposé à l'ensemble des 27... de gouvernement, nous avions indiqué qu'au mois de mars l'année prochaine, nous tiendrions un Conseil européen dédicacé à la défense, à la sécurité, inspiré par la boussole stratégique qui est en préparation avec le haut-représentant Borrel qui joue un rôle important sur ces sujets-là.

Afghanistan, relations avec la Chine, relations avec la Russie, engagement dans les Western Balkans, engagement pour le Eastern Partnership, déploiement de nos capacités d'investissement, plaidoyer pour faire progresser l'État de droit et les valeurs.

Voilà la boussole qui doit... nous retrouver et certainement, je veux le dire avec force: nous avons des alliances solides. L'alliance transatlantique en est une, mais je pense que, si nous voulons des alliances solides, pour que chacun des alliés soit solides et renforcer l'autonomie stratégie de l'Union européenne, c'est aussi renforcer les alliances. C'est bon aussi pour nos amis que nous soyons plus plus solides et plus robustes sur le plan jeux politiques.

Enfin un dernier point. Nous allons aussi avoir l'occasion dans les prochains mois de beaucoup parler des questions économiques, des questions financières, du déploiement, de la mise en oeuvre du fonds de relance européen et des plans nationaux qui progressivement vont se mettre en place et se mettre en oeuvre, mais aussi au travers du débat dans le cas du pacte de stabilité et sur le cadre macro-financier que nous souhaitons dans ce monde après le Covid, dans ce monde autour duquel la révolution digitale et les investissements climatiques vont être des piliers pour la prospérité en Europe et on va devoir trouver cet équilibre qui doit faire la fierté de l'Union européenne.

Or, d'une part le dynamisme économique, la capacité d'innovation, d'investissement, aussi garantit cette solidarité et cette considération sociale parce qu'on doit pas oublier à aucun moment que la finalité du projet européen, ce sont les femmes et les hommes, ce sont les personnes, sont des êtres humains qui sont au coeur de ce projet européen depuis le premier jour et cette boussole-là, nous qui appartenons à cette troisième génération après le point de départ du projet européen, on doit absolument pas perdre de vue que c'est ça en fin du compte... au bout du chemin qui doit être notre objectif, le bien-être, la capacité de faire progresser les conditions de vie. Voilà quelques-uns des éléments, vous l'aviez indiqué. Beaucoup de sujets intenses et denses ont été abordés, mais encore une fois, merci au gouvernement du Luxembourg, merci à toi personnellement, Xavier, pour ton dynamisme, ton implication, ton engagement européen qui est extrêmement utile parce que bien souvent lorsque tu t'exprimes autour de la table et toi, tu rappelles les quelques boussoles centrales qu'on a encore évoquées ce matin, c'est effectivement des moments qui sont nécessaires pour faire avancer l'Europe dans la bonne direction. Merci pour l'utilisation judicieuse de l'arrosoir qui permet effectivement de faire prospérer les valeurs communes.

[Journaliste]
Maurice Molitor de la radio 100.7. Ici à Luxembourg, Monsieur le Président, votre mandat viendra à échéance au cours du premier semestre de l'année prochaine.

Je suppose que vous êtes candidat à votre propre succession et on a bien compris que vous aurez sans doute l'appui du Premier ministre luxembourgeois.

La question: est-ce que le fait que Monsieur Weber renonce à la présidence du Parlement européen change la donne?

[Charles Michel]
Je n'ai pas beaucoup l'intention de commenter les débats sur les question du Parlement européen. Ce qui compte pour moi, vous l'avez compris, c'est le travail.

Je crois qu'il ya beaucoup de travail devant nous. Les questions qui touchent aux fonctions parlementaires relèvent du Parlement européen.

Quant aux fonctions Conseil européen, ça relèvera du Conseil européen le moment venu.

[Journaliste]
Il y a un équilibre entre les grandes forces politiques européennes qui pourraient être mises en cours?

[Charles Michel]
C'est ma réponse. Merci.

[Journaliste]

Monsieur Bettel? À ce sujet?

[Xavier Bettel]
Ah moi, c'est pas à l'ordre du jour actuellement. Vous savez que les élections du président du Parlement européen... je ne me mêlerais jamais des choix des parlementaires. Vous savez que le premier pouvoir est indépendant et concernant le Conseil européen, c'est une discussion qui a lieu au moment voulu entre les chefs d'État et chefs de gouvernement où il y a un candidat consensuel qui ressort.

Moi, je peux juste vous dire que le bilan de la présidence Michel est un bilan qui est plus qu'honorable, qui est là. C'est à 26 ou 27... je trouve ça terrible que ce soient des calculs politiques justement. Je pense que le président du Conseil européen, nonobstant son étiquette politique des personnes qui arrivent à rassembler tous ses voeux... faut que je fasse gaffe comment je dis... qui arrivent à assembler tous ces différences qui existent entre ses 27 pour pouvoir avoir une Europe qui avance et je sais que le président Michel en tout cas a bien fait, mais c'est... 1) c'est son choix s'il veut être candidat ou pas et 2) ce sera à ce moment voulu que les chefs d'État, chefs du gouvernement qui risquent là de... les mêmes que ceux qu'il y a aujourd'hui. Donc, ce sera à ce moment-là que la question se posera.

[Journaliste]
Merci.

[Journaliste]
Hello. John Monaghan from Luxembourg Times. My question is... as you know, Mister President, Luxembourg is a very important location for the European institutions. It hosts a lot of agencies and bodies here. But a few months ago, the European Court of Auditors sent a letter to the European Commission in which it spoke about the difficulties in recruiting staff for posts in Luxembourg and it specifically suggested that people in Luxembourg should get a salary increase. So I suppose my question is, do you agree that there's an issue with recruitment for Luxembourg and if so, what do you think should be done about it? What measures has the EU taken, what can it take to attract more candidates here? Thank you.

[Charles Michel]
Of course I don't want to speak on behalf of the President of the European Commission but I'm informed and you know this, for me it's an important presence in Luxembourg. To have European institutions is paramount because it's an important signal.

And we had the opportunity in the past several times, many times, to discuss with the Prime minister the importance for Luxembourg to keep an important European role with this important presence of EU institutions. I remember the last European budget that we discussed during the last summer, in July, we made sure together with the Prime minister of Luxembourg and together with the other 26 colleagues around the table that we would confirm this important role played by Luxembourg when it comes to the presence of institutions.

And I'm aware there is a topic, there is a debate related to what you have mentioned.

And, last point, I'm very pleased that the Prime minister took the initiative to organize after this press conference a lunch with the representatives of those institutions based in Luxembourg.

[Journaliste]
Okay.

[Xavier Bettel]
Merci beaucoup.

[Charles Michel]

Merci, merci.